

1 – Quels sont les facteurs ayant conduit à la l'émergence du soulèvement de janvier ? Quels types de personnes, de classes et de groupes sociaux ont rejoint ce mouvement ? S'est-il étendu aux minorités nationales, en particulier aux Kurdes ? Quelles formes d'actions la population a-t-elle organisées ? Ce mouvement s'est-il principalement limité aux manifestations ? Des grèves ont-elles eu lieu ?

Sara : Le déclenchement du soulèvement résulte de la combinaison de facteurs conjoncturels et de facteurs structurels

La chute brutale du rial, la monnaie nationale, face au dollar, a attisé une inflation déjà vertigineuse et l'a portée à un point d'ébullition. Cela a affecté de larges couches de la société. Cette situation a même poussé les commerçants des bazars, base sociale historique du régime, à se mobiliser. À Téhéran, une partie des bazaris a fait grève et organisé des marches dans le bazar.

Ces mobilisations se sont rapidement étendues aux étudiant.es des universités de Téhéran et d'autres grandes villes. Parallèlement à la fermeture des universités par le pouvoir, les mobilisations estudiantines ont gagné différentes régions du pays. Les classes laborieuses ont commencé, les unes après les autres, à se mobiliser.

L'explosion de la colère des classes populaires trouve l'une de ses causes immédiates et essentielles dans l'extension de la suppression des subventions aux ménages les plus pauvres. Ceux-ci sont particulièrement touchés par une politique que le gouvernement qualifie officiellement de « chirurgie économique », dans un contexte marqué par une augmentation vertigineuse des prix, notamment des denrées alimentaires.

Ce soulèvement ne se limite pas à ces aspects conjoncturels. Des facteurs structurels, qui ont considérablement détérioré les conditions de vie de larges pans de la population, jouent un rôle central dans l'émergence de ce mouvement : les politiques néolibérales, génératrices d'inégalités sociales abyssales ; des salaires dérisoires totalement déconnectés des prix exorbitants des biens de première nécessité ; la précarité de l'emploi, le chômage massif, l'insécurité sociale, ainsi que la répression politique et la dictature.

Au début des manifestations, un élément frappant fut la forte participation des habitant.es des petites villes, qui souffrent de privations économiques sévères. Ces protestations ont progressivement gagné les grandes villes. Toutes les minorités nationales ont participé au soulèvement.

Les protestations populaires se sont principalement exprimées sous forme de manifestations de rue marquées par les premiers affrontements avec les forces de répression, puis une répression sanglante.

En ce qui concerne les grèves, il convient de rappeler que depuis des années, des grèves et des manifestations régulières ont lieu pour la défense des droits économiques et sociaux des travailleurs/euses. Quelques jours avant le début de la grève des commerçants, six mille salariés précaires des industries pétrolières et gazières d'Assalouyeh avaient déjà lancé un mouvement historique d'envergure visant à l'abolir la sous-traitance. De même à Téhéran, lors des premiers jours du soulèvement, alors que des manifestations populaires se déroulaient dans quelques quartiers, les retraité.es poursuivaient leurs rassemblements hebdomadaires dans d'autres rues de la ville ; ces actions se sont interrompues avec l'intensification et l'extension du soulèvement à l'ensemble de la capitale, ainsi qu'avec l'intervention violente des forces de répression.

2 – Quelles sont les principales revendications et sources de mécontentement économiques et politiques exprimées par la population ? Existe-t-il des revendications communes et fédératrices ?

Sara : Ce soulèvement a été réprimé avec une violence inouïe et sans précédent, avant même d'atteindre le stade de revendications « positives » clairement formulées. Cette répression a fait des milliers de mort.es, de blessé.es, et d'arrestations.

Au début du mouvement, les slogans portaient principalement sur les difficultés économiques et les conditions de vie. Très vite, des slogans rejetant directement la République islamique se sont généralisés. On a également entendu des slogans établissant un lien entre les problèmes économiques et le rejet du pouvoir en place, tels que : « Pauvreté, corruption, vie chère, on ira jusqu'à la chute du régime ».

De manière générale, les slogans de rejet du régime et de la situation existante ont largement prédominé. Les mots d'ordre les plus rassembleurs étaient : « Mort au dictateur », « Mort à Khamenei », « Nous ne voulons pas de la République islamique ».

Selon une analyse des slogans des six premiers jours du mouvement, ceux visant la dictature et le régime représentaient environ 65 % du total. Les revendications économiques ne représentaient que 14 %, malgré leur rôle initial. Les slogans en faveur du retour de la monarchie représentaient environ 20 %.

Il est important de noter que ces derniers slogans ne reflètent pas toujours une réelle demande politique. Beaucoup de manifestant·e·s les scandent surtout par manque d'alternative claire et par désespoir, plutôt que par adhésion à un projet monarchiste. Le monarchisme existe certes parmi les manifestant.es, mais il reste minoritaire et souvent motivé par le rejet de la République islamique plutôt que par une vision d'avenir.

De manière générale, ce soulèvement manquait d'une alternative sociale et politique clairement définie. Il s'exprimait avant tout par le refus de la situation actuelle. La revendication commune et unificatrice du mouvement était donc le rejet et la chute de la République islamique.

3 – Quels courants politiques et sociaux cherchent à influencer l'orientation de cette lutte ? Des formes d'organisations démocratiques se sont-elles créées pour coordonner les manifestations et les grèves ? Quels sont les principaux débats et désaccords au sein du mouvement ?

Sara : Il est évident que l'ensemble des forces politiques de l'opposition a tenté d'influencer l'orientation de ce soulèvement. Cependant, elles ne disposent pas toutes des mêmes moyens.

- Les grands médias de l'opposition à l'étranger — en particulier certaines chaînes de télévision en persan comme *Iran International*, largement soutenues par Israël --ainsi que la BBC en persan, ainsi que d'autres médias internationaux, majeurs, cherchent à présenter le fils de l'ancien Chah comme le leader de ces protestations et comme futur dirigeant du pays. Ces médias sont très visibles, diffusent en continu et possèdent ainsi d'une capacité d'influence considérable.

- Les « Moudjahidines du peuple » disposent d'importants moyens financiers et de puissants réseaux de lobbying en Europe et aux États-Unis, notamment au sein de formations politiques de droite. Cependant, ils ne bénéficient d'aucun soutien réel à l'intérieur de l'Iran.

- Les partis et mouvements issus des minorités nationales ont participé aux mobilisations tout en formulant des revendications spécifiques, à la fois ethniques et régionales.

Si certains courants politiques kurdes se tournent vers les États-Unis ou Israël, il n'existe, jusqu'à présent, pas au Kurdistan, de soutien populaire à des projets d'intervention étrangère.

D'autres forces de l'opposition, allant de la gauche aux républicains et aux nationalistes — pour la plupart basés à l'étranger — ont également tenté d'influencer le mouvement par le biais de leurs propres médias, plus modestes. Leur influence reste toutefois limitée.

- Les républicains, dans leur diversité, qualifient ce soulèvement de révolte contre la dictature et revendiquent une l'instauration d'une démocratie laïque. Une partie de ce courant ne s'oppose pas au retour de la monarchie et s'appuie sur certains slogans entendus dans la rue. La majorité des républicains nationalistes insistent sur l'indépendance nationale et le refus de toute ingérence étrangère. Ils défendent une transition par des élections et l'instauration d'une démocratie parlementaire. Sur le plan économique, ils restent attachés aux politiques libérales, à l'économie de marché et à l'intégration au marché mondial.

- Les courants de gauche et socialistes jouent un rôle important dans la défense de la justice sociale, la critique du capitalisme et la protection des droits des travailleurs et travailleuses. La situation actuelle,

certaines slogans de rue, et la menace d'une attaque militaire américano-israélienne maintiennent une grande partie de cette gauche — large mais dispersée — dans un état d'alerte. Elle lutte sur trois fronts : contre le régime en place ; contre l'extrême-droite, notamment les monarchistes, qui évoquent déjà des représailles avant même d'accéder éventuellement au pouvoir ; et contre toute intervention impérialiste.

Les désaccords les plus importants au sein de l'opposition portent justement sur cette alternative d'extrême-droite (les monarchistes), et sur la question d'une intervention des États-Unis et d'Israël. Les monarchistes soutiennent ouvertement une intervention militaire impérialiste, qu'ils considèrent comme le seul moyen de revenir au pouvoir. Les organisations de gauche s'y opposent fermement, rejettent la monarchie et défendent, pour la plupart, un modèle de gouvernance fondé sur la démocratie des conseils.

Enfin, nous ne disposons pas d'informations précises sur la création de structures démocratiques organisées pour coordonner les manifestations et les grèves. Il est toutefois probable que de telles initiatives existent à l'état embryonnaire.

4 – En quoi ce soulèvement est-il similaire ou différent du mouvement « Femme, Vie, Liberté » ? Est-il comparable au « mouvement vert » de 2009 ? Existe-il une continuité avec les soulèvements précédents ? Quelles leçons ont-elles été tirées du passé ?

Sara : Les soulèvements répétés en Iran ne peuvent être considérés ni comme des « crises isolées », ni comme de simples explosions de colère éphémères. Ignorer la continuité de ces mouvements serait méconnaître la réalité : lorsqu'un Etat coercitif à caractère idéologique aggrave l'insécurité économique et sociale, le résultat n'est pas une révolte isolée, mais un schéma répétitif : protestation, répression violente, épuisement, puis nouveau soulèvement.

La continuité entre le soulèvement actuel et les soulèvements précédents (au moins ces huit dernières années) vient surtout des causes structurelles — au cours des huit dernières années au moins — s'explique principalement par des causes structurelles : inégalités croissantes, pauvreté, difficultés économiques, autoritarisme et répression des libertés individuelles et sociales.

Une différence majeure du soulèvement actuel, par rapport au mouvement de 2022, mais aussi aux grands soulèvements depuis 2017, réside dans l'absence de slogans positifs et de revendications alternatives.

Dans le mouvement de 2022, cette dimension positive se manifestait par le slogan « Femme, Vie, Liberté ». Tandis que le soulèvement de 2019 était marqué par le slogan « Pain, Travail, Liberté ». La plupart des soulèvements de ces huit dernières années ont été motivés par des causes économiques et sociales, à l'exception du mouvement de 2022, où des suprastructures telles que le patriarcat et le caractère religieux du régime ont été critiquées, et où les revendications portaient également sur les libertés individuelles et le mode de vie. Lors de ce mouvement, malgré la participation de toutes les couches sociales — y compris les travailleurs/euses et les autres classes populaires — l'étendard du mouvement était principalement porté par la classe moyenne urbaine.

Le moteur du soulèvement 2026 est principalement l'aggravation de la situation économique et des difficultés de la vie quotidienne. Presque toutes les couches sociales participent à ce soulèvement, y compris une partie de la bourgeoisie comme les commerçants du bazar, mais la présence des classes populaires, des ouvrier-e et employé.es précaires et des chômeur.es.s est plus importante. Les petites villes et les bourgs ont joué un rôle déterminant au début des protestations.

A l'instar des autres soulèvements depuis 2017, celui de 2026 partage la volonté de mettre fin à la République islamique dans son ensemble.

Le mouvement vert de 2009, connu pour le slogan « Où est mon vote ? », bien que très massif, se distingue par certaines caractéristiques : il contestait certaines pratiques du régime, mais certaines factions du pouvoir y participaient, notamment à sa direction.

5- Comment le régime a-t-il réagi à ce soulèvement ? Le régime dispose-t-il encore d'une base sociale ? Quelles en sont les assises sociales et de classe ? Est-il en mesure de mobiliser ces forces pour défendre son pouvoir ?

Sara :

5a) La réaction du régime face à ce soulèvement

Ce soulèvement a été confronté à la répression la plus brutale de l'histoire des 47 dernières années du régime. La violence et les massacres ont été si intenses qu'il ne restait aucune place pour d'autres actions. Cette répression se poursuit encore aujourd'hui sous la forme d'arrestations massives, de poursuites collectives, de harcèlement des blessés et du personnel soignant, ainsi que des menaces d'exécutions pour les manifestants arrêtés.

La République islamique est restée au pouvoir depuis près de cinq décennies, contre la volonté de la majorité de la population, principalement grâce à l'usage de la force et à la culture de la peur.

La couverture internationale des mobilisations populaires contre le régime peut susciter de la sympathie et renforcer moralement et matériellement le mouvement, mais elle n'influence pas directement la détermination du régime à réprimer. Contrairement au régime du Chah, la République islamique jouit d'une indépendance politique. Ni les puissances impérialistes, ni l'opinion publique internationale ne peuvent le contraindre à reculer.

Ce régime se caractérise par le non-respect systématique des droits humains et des principes éthiques fondamentaux, ainsi que par un recours assumé à une violence extrême comme mode de gouvernement. Il ne peut être amené à atténuer la répression que lorsque celle-ci se révèle contre-productive, en renforçant la mobilisation ou en échouant à réduire la pression politique exercée sur le pouvoir.

Seule une mobilisation populaire organisée, capable d'instaurer un rapport de force défavorable au régime, peut rendre les manifestations politiquement efficaces. À cet égard, la capacité de la classe ouvrière à perturber les flux économiques et administratifs constitue un levier décisif.

5b) Bases sociales du régime

N'oublions pas que la République islamique incarne l'État capitaliste iranien. Elle est la superstructure politique de la domination bourgeoise. Elle conserve encore le soutien d'une fraction de la bourgeoisie, ce qui lui permet de mobiliser ses forces pour défendre les rapports de production existants.

Le régime de la République islamique est né au cœur d'une révolution populaire ayant une dynamique anticapitaliste remettant en cause non seulement la monarchie, mais aussi les fondements du capitalisme en Iran. La répression profonde du mouvement ouvrier autonome et des initiatives démocratiques révolutionnaires par la République islamique, a été rendue possible grâce au soutien d'un large éventail de la petite bourgeoisie. Ainsi, ce régime est devenu l'instrument le plus efficace pour préserver les intérêts essentiels de la bourgeoisie iranienne à une époque où la survie du capitalisme était menacée, même si son caractère théocratique s'opposait aux valeurs culturelles de larges couches de cette bourgeoisie.

L'écrasement définitif de la révolution en 1983, suivi de la fin de la guerre avec l'Irak en 1988, ont marqué la conclusion de la phase de consolidation du régime. Le rôle historique du régime dans la préservation du capitalisme iranien face au risque d'une révolution anticapitaliste s'est ainsi achevé. Par la suite, la stabilité du régime a été assurée par la reproduction et la circulation du capital, créant un cadre favorable à l'expansion des intérêts de couches plus larges de la bourgeoisie iranienne.

Pour atteindre cet objectif, les prescriptions de « l'École de Chicago » ont été mises en œuvre dès les années 1990 : libéralisation des prix, privatisations, et une flexibilisation de la main-d'œuvre accompagnée d'une ultra-précarisation.

Bien que le dénominateur commun de tous les capitalistes à l'époque néolibérale soit l'attaque contre les salaires et les chômeurs, la réduction des services sociaux ainsi que la détérioration du niveau de vie des travailleurs/euses et des couches à faibles revenus, la concurrence interne inhérente à la classe capitaliste en Iran, comme ailleurs, empêche la bourgeoisie d'adopter une politique unique.

Ce phénomène se manifeste particulièrement dans la tentative du régime iranien de consolider sa position dominante dans le système politique régional, afin de favoriser les activités économiques de la bourgeoisie nationale. Les différentes fractions de la bourgeoisie iranienne — selon leur secteur d'activité, le marché de leurs produits, le volume de leur capital, leurs considérations technologiques, etc., — n'ont toutefois pas partagé les mêmes préférences concernant la politique régionale de la République islamique, fondée sur l'intervention militaire et la stratégie dite de « profondeur stratégique ».

Certains ont estimé que les coûts de cette politique étaient préjudiciables à l'économie nationale et y ont vu un obstacle à l'intégration au marché mondial.

D'autres l'ont jugé bénéfique et l'ont soutenue. Quoi qu'il en soit, l'échec de cette politique régionale de la République islamique a amené certains secteurs de la bourgeoisie iranienne à reconsidérer leurs positions.

De plus, les conditions générales de fonctionnement du capital évoluent sous l'effet des transformations économiques et politiques, tant mondiales que nationales. Les besoins des différentes fractions du capital ne sont pas fixes, mais évoluent en fonction des circonstances.

En conséquence, ces changements se répercutent également sur les bases bourgeoises de la République islamique.

Un autre exemple : face au renforcement des sanctions au début des années 2010, l'Iran a progressivement mis en place des mécanismes informels connus sous le nom de « trustees » : des intermédiaires de confiance établis à l'étranger chargés de gérer les devises en dehors du système bancaire officiel. Initialement limités à l'importation de devises, ces « trustees » ont rapidement élargi leur rôle à la gestion des recettes d'exportation et à la facilitation des opérations commerciales, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et de la pétrochimie. Ils constituent un rouage essentiel des stratégies de contournement des sanctions internationales.

Tout changement dans la stratégie gouvernementale pourrait réduire leur rôle et favoriser l'émergence d'autres fractions de la bourgeoisie. En conséquence, le régime iranien ne peut toujours pas tenir pour acquise son assise sociale actuelle, et ne peut plus s'appuyer sur les mêmes dispositifs que ceux ayant été mis en place dans des conditions différentes.

Dans tous les cas, la base sociale stable et mobilisable de la République islamique est constituée des bénéficiaires de rentes et des profiteurs liés aux « Gardiens de la révolution » et aux miliciens paramilitaires « Basij » qui tirent profit du système. Les autres fractions de la bourgeoisie, en revanche, forment une base sociale plus variable, sur laquelle le régime peut compter de manière fluctuante, en fonction des conditions internationales et nationales.

6 – Quelle est la situation de loyauté au sein du régime ? Existe-t-il des divisions ou des fractures ? Y a-t-il des écarts entre les hauts commandements militaires et les forces subalternes ? Des éléments au sein de l'appareil d'État pourraient-ils faire preuve de sympathie envers le mouvement pour le neutraliser ou le récupérer ? Ou le régime est-il totalement uni dans la répression ?

Sara : Jusqu'à présent, aucune fracture significative n'a été observée au sein du régime. Lors de la répression récente, les forces idéologiques de répression — les milices paramilitaires du Bassidj et le Corps des Gardiens de la Révolution — ainsi que la police et les forces classiques de maintien de l'ordre ont été mobilisées. Au sein des forces armées, aucune désobéissance des échelons inférieurs n'a été constatée.

Aucune composante du régime ne se montre disposée à faire preuve de compréhension envers les manifestant·e·s, encore moins à chercher à les rallier ou à les récupérer politiquement.

Au début des protestations, le Président de la république a adopté un ton conciliant pour donner l'impression de comprendre la contestation populaire. Mais à mesure que les manifestations se sont étendues et radicalisées, son discours a évolué, validant et accompagnant la répression ainsi que les massacres.

L'appareil administratif demeure opérationnel, et le régime agit de manière unifiée dans la répression des manifestations. La structure du pouvoir explique en partie cela. Depuis près de cinq décennies, la République islamique tente de transformer les crises en instruments de reproduction et de consolidation de ses mécanismes de survie. Le noyau réel du pouvoir est concentré dans un réseau d'institutions à forte composante sécuritaire. L'institution centrale de ce dispositif est le Corps des Gardiens de la Révolution islamique¹ qui a largement dépassé son rôle initial d'armée idéologique pour devenir un

1 Encart

acteur multidimensionnel : militaire, économique, politique et principal instrument de gestion de crise. Le Corps des Gardiens contrôle ou influence une part significative de l'économie, des grands projets nationaux et des mécanismes de contournement des sanctions internationales. Il constitue ainsi non seulement un outil clé pour la survie du pouvoir du Guide, mais également un acteur relativement autonome, doté d'intérêts propres. A tel point que l'un des scénarios possibles de « transition politique » envisagerait une prise totale du pouvoir par les Gardiens, autrement dit une forme de coup d'État au détriment du clergé. Toute transition politique qui ignorerait ses intérêts se heurterait à une résistance acharnée de leur part.

Parallèlement, des courants fondamentalistes subsistent, dont le rôle est moins stratégique que symbolique : occuper les espaces institutionnels et consolider le discours officiel. Bien que leur base sociale soit insignifiante, ils contribuent à la reproduction de l'ordre établi par le contrôle du système judiciaire, législatif, réglementaire et médiatique.

Le courant « réformateur », quant à lui, apparaît plus fragmenté que jamais. Une partie des « réformateurs », notamment parmi les cadres intermédiaires, s'est rapprochée de l'opposition et voudrait la chute du régime. Certains de ses membres ont même rejoint le courant monarchiste à l'étranger. La fraction restante, officielle — souvent qualifiée de « réformateurs conservateurs » — est aujourd'hui marginalisée par le pouvoir. Écartée des centres de décision, elle tente avant tout d'assurer sa survie politique. Son rôle social historique, celui de tampon face à la pression populaire est désormais obsolète. Depuis le soulèvement de 2017, perte d'influence sociale de ce courant est actée. Sa base sociale se limite aujourd'hui à une fraction de la bourgeoisie du secteur privé, laquelle reproche aux autorités leur lenteur dans la mise en œuvre de réformes inspirées de celles de Javier Milei en Argentine.

Lors du soulèvement de janvier 2026, aucune fracture n'a été observée au sein des instances décisionnelles et exécutives du régime, et l'ensemble des institutions ont fait face au mouvement de manière unifiée.

7- Quel impact les acteurs extérieurs — États-Unis, Israël et monarchistes gravitant autour du fils de l'ancien Shah — ont-ils eu sur le mouvement, et comment ces forces sont-elles perçues par les différents acteurs de la mobilisation, notamment face aux menaces d'intervention de Trump ?

Sara : Lors du soulèvement de fin décembre 2025 et janvier 2026, une fraction minoritaire des manifestant.es a exprimé son soutien à la dynastie Pahlavi et/ou à une intervention militaire américaine. Pour une partie d'entre eux/elles, cela relevait moins d'une adhésion politique que de l'expression d'une profonde détresse sociale. La majorité des participantes — salari-é.es privé.es de salaire, enseignant.es pauvres, jeunes sans emploi, femmes refusant la soumission, ... — s'est mobilisée pour la justice, la liberté et la dignité face à des conditions de vie inhumaines. Les discours « interventionnistes » relèvent davantage du désespoir et de la frustration face à l'incapacité d'agir par eux/elles-mêmes, plutôt qu'un choix politique affirmé. Néanmoins, le risque de récupération de ces discours par des acteurs extérieurs existe également.

Le soulèvement s'est déroulé dans un contexte de double contrainte : répression interne sanglante, et des interventions opportunistes des États-Unis et d'Israël. Cette situation a contribué à neutraliser la capacité des populations à maîtriser leur destin et rappelle une dynamique récurrente dans les mouvements d'émancipation des pays du « Sud ».

Les diverses appellations des Gardiens sont en français CGRI, en anglais IRGC, en persan SEPAH ou Pasdaran.

Les Gardiens ont une capacité militaire supérieure à celle de l'armée régulière, avec notamment des blindés, des mitrailleuses lourdes, une artillerie, des parachutistes, une marine, des forces d'interventions extérieures, etc. Les Gardiens ont de plus la responsabilité des missiles balistiques. Ils exercent leur tutelle sur les milices Bassijis dont ils assurent notamment la formation. Les Gardiens disposent par ailleurs d'un empire économique colossal, implanté notamment dans les secteurs bancaires, les hydrocarbures et l'import-export.

La cohésion exceptionnelle des Gardiens n'est pas qu'idéologique. Elle repose sur une structuration au niveau local et régional organisant la vie sociale et culturelle de ses membres et de leur famille.

Les Gardiens bénéficient de prestations sociales élevées. Ils assurent la promotion de leurs membres et leur famille avec leurs propres écoles d'élite et universités, ainsi que d'une académie militaire. En fin de carrière, les Gardiens qui le souhaitent peuvent sans problème se reclasser dans l'appareil politique et économique.

Enfin, malgré ces pressions, les pratiques sociales et la dynamique contestataire des dix dernières années en Iran, révèlent l'existence de formes d'auto-organisation et de politisation par le bas. Dans les grèves, les mobilisations locales et les réseaux informels, des expériences concrètes d'action collective continuent d'émerger, attestant d'un potentiel significatif de recomposition démocratique endogène, malgré la violence structurelle exercée par l'État.

8- Que répondez-vous à ceux, au sein de la gauche internationale, considèrent ce soulèvement comme n'étant rien de plus qu'une nouvelle « révolution de couleur », provoquée et manipulée par l'impérialisme américain et ses alliés, comme Israël ?

Sara :

8a) La prudence n'excuse pas le silence

La situation actuelle est critique et complexe. Dans plusieurs pays occidentaux, des groupes monarchistes iraniens ont organisé des rassemblements devant les ambassades américaines, afin d'appeler à une attaque militaire, tandis que certains médias les présentaient comme les représentants « naturelles » des protestations en Iran. Cette surexposition médiatique trompeuse du fils de Chah, sans commune mesure avec son influence réelle, contribue à faire percevoir le soulèvement comme un projet « de droite » ou un simple scénario de changement de régime. Elle alimente ainsi les doutes et la prudence d'une partie de la gauche anti-impérialiste. Dans ce contexte de pression militaire américaine accrue, la distance adoptée par certain·e·s militant·e·s internationaux·ales de gauche, souvent peu familiers·ères avec la réalité iranienne, peut se comprendre.

Toutefois, le passage de l'opposition — nécessaire et cruciale — à l'intervention impérialiste au silence sur le massacre commis par la République islamique est, toutefois, passer d'une opposition — nécessaire et cruciale — à l'intervention impérialiste à un silence face aux massacres commis par la République islamique est indéfendable. Une telle attitude relève moins d'une simple prudence que d'une logique politique dite « campiste », qui réduit la scène internationale à un affrontement binaire entre l'Occident et les régimes autoritaires non occidentaux.

Dans ce cadre, les luttes populaires qui ne peuvent être interprétées comme « anti-occidentales » sont disqualifiées, et requalifiées en « révolutions de couleur » prétendument téléguidées de l'extérieur. Une telle lecture délégitime des soulèvements authentiquement populaires et tend à présenter leur répression comme une réponse défensive légitime.

Le soutien opportuniste de forces de droite ou d'extrême-droite à un soulèvement populaire ne signifie ni qu'elles en soient à l'origine, ni qu'elles en détiennent la maîtrise politique. De même, le fait que des acteurs extérieurs — américains et israéliens — cherchent à instrumentaliser une mobilisation ne suffit pas à en nier la légitimité. Si le risque de récupération existe bel et bien, assimiler ces tentatives opportunistes à des « preuves » de manipulation revient à substituer des schémas idéologiques simplificateurs à une analyse concrète des faits.

8b) La logique campiste : deux poids, deux mesures

La logique « campiste », présente des régimes autoritaires non occidentaux comme des remparts contre l'impérialisme. Elle conduit ainsi à relativiser — voire justifier — la répression interne et les violations massives des droits humains. Il en résulte une inversion morale frappante : des pratiques telles que les emprisonnements, les tortures, les exécutions, les persécutions de travailleurs/euses, de femmes, de minorités ..., que ces mêmes « campistes » dénonceraient à juste titre dans les sociétés occidentales, sont minimisées, voire excusées, lorsqu'elles sont le fait d'un régime non occidental se réclamant de l'anti-impérialisme. On assiste ainsi à une suspension sélective des principes de solidarité et d'émancipation, au nom d'un raisonnement géopolitique où « l'ennemi de mon ennemi » devient automatiquement un allié. Leur évaluation politique ne repose plus sur les réalités sociales, la capacité des peuples à maîtriser leur destin ni sur le droit à l'autodétermination, mais sur des alignements campistes abstraits.

8c) Justifier la répression

Une interprétation courante au sein d'une partie de cette gauche pourrait se résumer ainsi : la République islamique est répressive à l'intérieur, mais cette répression constituerait un mal nécessaire pour protéger sa position géopolitique face aux puissances impérialistes — États-Unis, Union européenne et Israël. Il

serait, selon cette perspective naïve d'attendre d'elle « les raffinements moraux » des démocraties libérales. Toujours dans cette logique, le régime confronté à des forces subversives opérant souvent dans l'ombre, agirait avant tout pour assurer sa survie et soutenir la résistance régionale. Sa chute affaiblirait donc l'ensemble des acteurs opposés à l'hégémonie occidentale. En somme, on retrouve la formule simplificatrice : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

8d) Répression interne contre sécurité externe : un paradigme faux et criminel

Même selon ses propres critères — contenir l'influence occidentale et garantir sa souveraineté -- la République islamique apparaît en échec. Ses investissements massifs pour soutenir ses alliés régionaux se sont révélés infructueux tandis que la protection effective de ses citoyen·ne·s face aux menaces extérieures demeure déficiente. Pendant la guerre de 12 jours (13 au 25 juin 2026), le régime n'a pas été en mesure d'empêcher les agents du Mossad d'opérer librement sur le territoire iranien. Dans le même temps, aucun dispositif civil de défense digne de ce nom n'a été mis en place pour protéger les citoyen·ne·s face à l'agression israélienne.

Le récit défensif de certain·es partisan·es de la gauche campiste — tolérer la répression interne en échange d'une sécurité externe — révèle ainsi son absurdité. La sécurité promise n'étant pas au rendez-vous, la répression apparaît comme un instrument durable de contrôle interne, indépendant des résultats géopolitiques invoqués pour la justifier. Que les menaces soient exagérées ou bien réelles, le « compromis moral » censé légitimer la répression devient alors insoutenable.

8e) Collaboration avec les impérialistes

La politique étrangère de la République islamique n'a jamais été guidée par un anti-impérialisme de principe, mais par un pragmatisme strictement centré sur ses intérêts propres. Le régime n'a pas hésité à collaborer avec ses « ennemis déclarés » lorsque cela servait ses objectifs stratégiques.

Pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980, le régime iranien a secrètement acquis, moyennant paiement, du matériel militaire auprès des États-Unis. Il a également acheté des armes et des pièces détachées à Israël et échangé des informations militaires. Le bombardement israélien des installations nucléaires Osirak d'Irak aurait pu être facilité par cette coopération.

Pendant la guerre d'Afghanistan au début des années 2000, une certaine coopération s'est également établie entre l'Iran et les États-Unis, notamment contre les talibans et dans le cadre de l'établissement d'un nouveau gouvernement afghan après le renversement du régime taliban.

Ces cas illustrent que la prétendue posture anti-impérialiste du régime dissimule souvent des choix opportunistes et pragmatiques, plutôt que des principes véritablement anti-impérialiste.

8f) L'anti-impérialiste inversée

La République islamique se présente comme la seule force capable de défendre la souveraineté et l'autodétermination de l'Iran face à l'influence occidentale, allant jusqu'à prétendre exporter cette mission révolutionnaire. Pourtant cette image s'effondre devant les faits : un véritable anti-impérialisme devrait respecter l'autodétermination des autres peuples. Or la stratégie iranienne considère systématiquement les sociétés voisines comme des terrains d'intervention et d'instrumentalisation.

Dans la pratique, la « défense proactive » du régime iranien se traduit par des investissements massifs dans des milices et forces locales — en Syrie, en Irak, au Liban, en Palestine, et au Yémen — afin d'influencer indirectement ces pays, souvent au détriment de leur indépendance. Derrière la rhétorique morale d'« aide aux peuples opprimés », « l'anti-impérialisme » proclamé sert surtout des objectifs géopolitiques et de contrôle, montrant que la défense de l'autodétermination d'autrui est largement sacrifiée au profit de la projection du pouvoir iranien.

8g) Le rejet de la maîtrise de leur destin par les peuples eux-mêmes

Cette approche prive les peuples d'Iran de toute autonomie réelle, les transformant en simple pions dans les conflits géopolitiques, détachés de leur vie quotidienne et incapable de critiquer leurs dirigeants. La gauche campiste qui soutient cette vision réduit les mouvements sociaux à des raisons d'États : toute contestation est perçue comme instrumentalisée par Washington ou Tel-Aviv, et les manifestant·es sont présent·es comme des instruments involontaires de l'impérialisme.

Dans ce cadre, les causes matérielles — telles que l'inflation, l'insécurité économique, la pauvreté, les inégalités, la répression, les conflits sociaux et la lutte de classe — disparaissent derrière le jeu des rivalités étatiques. Si l'impérialisme mine certes la capacité d'agir des

populations, cette « gauche » qui présente la République islamique comme un rempart contre l'hégémonie occidentale, participe paradoxalement au même effacement : les peuples d'Iran demeurent instrumentalisés, leur voix marginalisée et leurs défaite politiquement entérinées.

9- Quelle position la gauche internationale devrait-elle adopter face à ce soulèvement ?

Sara : Face au massacre perpétré par la répression interne et aux tentatives de récupération par l'impérialisme extérieur, quelle est la responsabilité des forces progressistes ? La seule réponse qui s'impose est celle de la solidarité internationale. Il ne s'agit pas de choisir entre ces deux pôles, mais de rompre avec cette fausse alternative et d'ouvrir la voie à une troisième perspective, indépendante et autonome.

Le rejet simultané de l'impérialisme et de la dictature interne, le rejet simultané de l'impérialisme et de la dictature interne ne doit pas rester des slogans vides. Ils doivent constituer notre boussole politique orienter chacune de nos actions, chacune de nos prises de position et chacun de nos choix d'alliance.

La lutte en Iran n'est pas un combat isolé. Son passé comme son avenir sont indissociables des trajectoires de luttes d'autres peuples confrontés à des structures de domination similaires. Qu'on le veuille ou non, elle s'inscrit dans une vague mondiale de résistances au néolibéralisme et aux régimes autoritaires. La gauche progressiste doit mobiliser tous les moyens pour empêcher que cette lutte soit récupérée par des forces réactionnaires ou instrumentalisée par des États impérialistes.

Le soulèvement des peuples d'Iran ne constitue donc pas seulement une bataille circonscrite aux frontières du pays. Il représente, de manière plus décisive encore, une épreuve pour la gauche, en Iran comme à l'échelle internationale. Il est possible de faire émerger un horizon politique à la fois anticapitaliste, anti-despotique et anti-impérialiste. Il est également possible de s'affranchir des fausses dichotomies que nos adversaires s'emploient à nous imposer. Si l'issue de ce soulèvement demeure incertaine, la profondeur de la crise garantit qu'il s'agit d'une dynamique en devenir. Dans ce contexte, toute intervention militaire américano-israélienne constituerait un acte contre-révolutionnaire, qui ne ferait qu'anéantir les luttes populaires menées par le bas.

À ce jour, la construction d'un langage commun et d'une solidarité internationale, à la fois concrète et critique, demeure la seule stratégie viable face à l'alliance de forces réactionnaires de toute sorte.

10- Le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et, de manière plus générale, une grande partie du monde ont été le théâtre de vagues de soulèvements survenues sans organisation démocratique étendue, ni partis et structures de gauche enracinés. Cette situation a exposé ces mouvements à l'absorption par des forces réactionnaires ou à la répression étatique. Comment les radicaux iraniens font-ils face à ces défis ?

Sara :

10a) Deux approches, même résultat

En effet, deux lectures opposées de mobilisation populaire coexistent au sein de la gauche : d'un côté, une critique organisée, qualifiée de « néo-campiste » ; de l'autre, une tendance qui tend à glorifier automatiquement toute expression populaire sans distance ni examen critique. Dans cette seconde approche, toute remise en question des slogans ou des orientations dominantes aussitôt assimilée à une posture anti-mouvement, voire à une forme d'élitisme. Or, la mobilisation de rue n'est jamais pure : elle est un champ de forces et de conflit, et rien ne garantit que les mobilisations populaires soient, par essence, toujours émancipatrices.

Ces deux lectures répondent à un même problème : l'absence d'une politique de classe organisée. L'une délègue l'initiative aux États, l'autre à la spontanéité de la rue. Dans les deux cas, la colère populaire ne se transforme pas en projet collectif conscient. Cette situation révèle une crise plus profonde de la gauche à l'échelle mondiale, souvent déconnectée des lieux de travail et de la vie concrète des populations. Pour une partie de cette gauche, la géopolitique et les médias ont remplacé le travail de terrain.

10b) L'importance d'organisations sociales durables

En Iran, où le niveau de mécontentement social est sans précédent, La continuité des protestations montre que la colère populaire n'a rien de passager : elle est profondément enracinée. Le fossé entre la

société et le pouvoir politique ne cesse de se creuser. Le problème n'est ni l'absence de contestation ni le manque de forces politiques, mais le déficit d'organisation sociale durable. Si le potentiel social est bien réel, il n'a pas encore été converti en force effective. Une société dépourvue de structures, d'institutions et de mécanismes de représentation collective peut, même après l'effondrement d'un régime autoritaire, demeurer exposée à la reproduction de nouvelles formes d'autoritarisme, de populisme et de fascisme.

L'unité politique, lorsqu'elle n'est pas adossée à une organisation sociale structurée, conduit à l'impasse. Une transition réelle n'est possible que lorsque les mouvements sociaux sont organisés, coordonnés et que les forces politiques émergent de ces dynamiques collectives. Un tel processus redéfinit le rôle des partis existant en les inscrivant dans un rapport organique avec une société elle-même organisée.

L'histoire iranienne montre que même des mobilisations massives ne suffisent pas à produire des transformations structurelles si n'existe pas d'organisation durable.

Les mouvements sociaux ne deviennent une force politique que lorsqu'ils disposent de structures de représentation stables, capables de maintenir l'action collective au-delà des périodes révolutionnaires ou d'effervescence. Ces structures permettent de se prémunir contre la répression, l'épuisement et la récupération politique. Sans elles, les mouvements restent des vagues temporaire, puissantes sur le moment mais incapables de se pérenniser, et leurs succès sont souvent récupérés par des forces détachées des véritables revendications sociales.

Le fascisme et les formes de populisme autoritaire ne sont pas seulement idéologiques : ce sont des modes spécifiques de mobilisation qui, exploitant le vide de représentation, se présentent comme « la seule voix du peuple ». Dans une société dépourvue de structures indépendantes, les masses manquent d'outils pour discerner, résister et contraindre. La mobilisation de masse y risque de concentrer le pouvoir entre les mains d'une force autoritaire et réactionnaire, plutôt que de déboucher sur l'émancipation.

Il s'agit d'approfondir le changement politique et de le consolider, afin de garantir que toute transformation ne soit, ni simplement passagère, ni détournée par des forces extérieures au mouvement et hostiles à sa cause.

Ainsi, la question cruciale pour une société comme l'Iran n'est pas seulement l'absence d'alternatives politiques, mais le déficit d'organisation sociale. Même si le potentiel social existe bel et bien en Iran — comme mentionné précédemment — il n'a pas encore été converti en force effective. La construction d'organisations durables dans les lieux de travail et de vie, de réseaux et d'outils d'action collective constitue la condition sine qua non pour transformer la colère populaire en un projet collectif conscient, capable de produire des changements structurels durables, de prévenir la récupération par les forces réactionnaires et de résister aux pressions extérieures.